

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG131/3

30 avril 2002

(02-2449)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA SLOVÉNIE ET LA BOSNIE-HERZÉGOVINE

Communication de la Slovénie

I. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ACCORD

1. Dates de signature, de ratification et d'entrée en vigueur

L'Accord de libre-échange entre la République de Slovénie et la Bosnie-Herzégovine a été signé le 3 octobre 2001 à Zenica, Bosnie-Herzégovine. La République de Slovénie l'a ratifié le 21 décembre 2001, la Bosnie-Herzégovine devrait le ratifier sous peu. Une disposition de l'accord permet aux Parties de l'appliquer sur une base provisoire à compter du 1^{er} janvier 2002. L'accord n'est pas encore entré en vigueur.

2. Type d'accord

L'accord qui a été conclu entre la République de Slovénie et la Bosnie-Herzégovine est un accord de libre-échange.

Les principaux objectifs de l'accord sont de promouvoir le développement harmonieux des relations économiques entre les Parties et favoriser ainsi l'essor de leur activité économique, l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail et leur stabilité financière; d'assurer des conditions équitables de concurrence pour les échanges entre les Parties; et enfin de contribuer, par l'élimination d'obstacles aux échanges, au développement harmonieux et à l'expansion du commerce mondial.

Le premier objectif de l'accord est d'établir une zone de libre-échange pendant une période de transition se terminant le **31 décembre 2004** conformément aux dispositions dudit accord, de celles du GATT de 1994, et notamment de l'article XXIV, et de l'Accord instituant l'OMC. Les plans portant sur la réduction et l'élimination éventuelle des droits de douane et autres obstacles tarifaires aux échanges entre les Parties sont énoncés dans les articles appropriés de l'accord.

Un récapitulatif de la structure de l'accord, y compris du Protocole 1, est donné à l'annexe 1.

3. Champ d'application

L'accord de libre-échange couvre le commerce de **tous les produits industriels** (chapitres 25 à 97 du SH – Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises) et de **tous les produits agricoles** (chapitres 1 à 24 du SH) sans exception.

L'accord contient aussi des dispositions sur les aides publiques, les monopoles d'État, la concurrence, les marchés publics, les droits de propriété intellectuelle et le dumping. Les Parties se

sont également déclaré prêtes à examiner l'élargissement de l'accord aux domaines non couverts par celui-ci (clause évolutive).

Les produits qui relèvent des chapitres 25 à 97 du SH représentent 96,9 pour cent des importations de tous les produits originaires de Bosnie-Herzégovine importés en Slovénie (voir annexe 2).

Les produits qui relèvent des chapitres 1 à 24 du SH représentent 3,1 pour cent des importations de tous les produits originaires de Bosnie-Herzégovine importés en Slovénie (voir annexe 2).

4. Données commerciales

Se reporter aux tableaux appropriés de l'annexe 2 sur l'évolution des échanges entre la Slovénie et la Bosnie-Herzégovine. En outre, l'annexe 3 au présent document donne une compilation des indicateurs commerciaux et économiques de la Slovénie et de la Bosnie-Herzégovine.

II. DISPOSITIONS COMMERCIALES

1. Restrictions à l'importation

1.1 Droits et impositions

Les droits de douane à l'importation sont éliminés conformément aux dispositions de l'article 4 de l'accord.

La Slovénie a aboli les droits de douane sur les importations de tous les produits agricoles et industriels originaires de Bosnie-Herzégovine le 1^{er} janvier 2002. La Slovénie n'impose pas de taxe ayant un effet équivalent ni de droit d'importation à caractère fiscal.

La Bosnie-Herzégovine réduira progressivement les droits de douane à l'importation, taxes d'effet équivalent et droits à l'importation à caractère fiscal applicables à tous les produits agricoles et industriels originaires de Slovénie conformément au calendrier suivant:

- le 1 ^{er} janvier 2002	à 70 pour cent de leur valeur
- le 1 ^{er} janvier 2003	à 50 pour cent de leur valeur
- le 1 ^{er} janvier 2004	à 30 pour cent de leur valeur
- le 1 ^{er} janvier 2005	les droits restants sont éliminés

Les Parties n'introduisent aucun nouveau droit de douane à l'importation, nouvelle taxe d'effet équivalent ou nouveau droit à l'importation à caractère fiscal dans les échanges entre elles.

1.2 Restrictions quantitatives

Toutes les restrictions quantitatives à l'importation et mesures d'effet équivalent ont été abolies par les Parties le 1^{er} janvier 2002.

Les Parties n'introduisent pas de nouvelles restrictions quantitatives à l'importation ni aucune autre mesure d'effet équivalent.

2. Restrictions à l'exportation

2.1 Droits de douane et taxes

Tous les droits de douane et taxes d'effet équivalent ont été abolis le 1^{er} janvier 2002.

Les Parties n'introduisent aucun nouveau droit de douane à l'exportation, nouvelle taxe d'effet équivalent ou nouveau droit à l'exportation à caractère fiscal dans les échanges entre elles.

2.2 Restrictions quantitatives

Toutes les restrictions quantitatives à l'exportation et mesures d'effet équivalent ont été abolies par les Parties le 1^{er} janvier 2002.

Les Parties n'introduisent pas de nouvelles restrictions quantitatives à l'exportation ni aucune autre mesure d'effet équivalent.

3. Règles d'origine

Le traitement préférentiel n'est accordé dans le cadre du présent accord que sur présentation d'une preuve de l'origine des marchandises accordée dans le pays exportateur conformément aux dispositions du Protocole 1 sur la définition du concept de "produit originaire" et les méthodes de coopération administrative en la matière. Les règles d'origine sont alignées sur les règles d'origine préférentielles européennes. Cependant, ces règles ne comportent pas de dispositions sur le cumul diagonal des origines mais uniquement de cumul bilatéral. Les Parties n'appliquent donc pas le concept de cumul pan-européen.

4. Normes

4.1 Obstacles techniques au commerce

Les droits et les obligations des Parties concernant les obstacles techniques ou les normes et les mesures connexes sont régis par l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce.

Les Parties coopèrent et procèdent à des échanges d'informations dans le domaine de l'évaluation de la conformité, de la normalisation, de la métrologie et de l'accréditation en vue de réduire et/ou éliminer les obstacles techniques au commerce.

Les Parties concluront un accord de reconnaissance mutuelle des rapports d'essais, des certificats de conformité et autres documents directement ou indirectement liés à l'évaluation de la conformité des produits qui font l'objet d'un échange entre les Parties.

4.2 Mesures sanitaires et phytosanitaires

Les Parties appliquent leurs réglementations dans les domaines vétérinaire, sanitaire et phytosanitaire, en particulier en ce qui touche l'échange d'informations sur les maladies infectieuses des animaux domestiques, les maladies de quarantaine, les parasites des végétaux et les mauvaises herbes, en tenant compte de l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires.

Les Parties appliquent leurs réglementations dans les domaines vétérinaire, sanitaire et phytosanitaire de manière non discriminatoire et n'introduisent pas de nouvelles mesures qui aient pour effet de faire indûment obstacle aux échanges.

Les mesures concernant le contrôle vétérinaire et sanitaire sont alignées sur la législation appropriée de l'Union européenne.

5. Sauvegardes

Les mesures d'urgence et autres mécanismes de sauvegarde ci-après applicables au commerce entre les Parties sont incluses dans l'accord:

- Mesures de sauvegarde spécifique

Vu la sensibilité particulière du marché des produits agricoles, si les importations de produits originaires d'une Partie et faisant l'objet de concessions au titre du présent accord perturbent sérieusement le marché ou les mécanismes de régulation intérieure de l'autre Partie, les deux Parties entament immédiatement des consultations en vue de parvenir à une solution appropriée. La Partie concernée peut prendre les mesures qu'elle juge nécessaires en attendant qu'une solution soit trouvée. Ces mesures ne peuvent être appliquées à des pays tiers.

- Mesures de sauvegarde générale

Lorsqu'un produit est importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou de produits directement concurrents établis sur le territoire de la Partie importatrice, ou de graves perturbations dans un secteur connexe de l'économie ou des difficultés de nature à entraîner une sévère détérioration de la situation économique d'une région, la Partie concernée peut prendre des mesures appropriées suivant les conditions et la procédure d'application des mesures de sauvegarde établie dans l'article approprié de l'accord. Ces mesures ne peuvent être appliquées à des pays tiers.

- Ajustement structurel

Les mesures au titre des dispositions concernant l'ajustement structurel ne peuvent concerner que des industries naissantes ou certains secteurs en cours de restructuration ou connaissant de graves difficultés, en particulier lorsque ces difficultés causent des problèmes sociaux importants. La couverture maximum des échanges de marchandises sur lesquels les mesures d'ajustement structurel peuvent s'appliquer est définie dans l'article approprié de l'accord. Ces mesures ne peuvent être appliquées après le 1^{er} janvier 2005. Ces mesures ne peuvent être appliquées à des pays tiers.

Aucune mesure ne peut être introduite à l'encontre de pays tiers sur la base des articles de l'accord sur la sauvegarde spécifique, la sauvegarde générale ou l'ajustement structurel étant donné que l'accord de libre-échange ne modifie par les droits respectifs des Parties vis-à-vis des pays tiers dans le cadre du GATT de 1994.

- Réexportation et pénurie grave

Toute restriction à l'importation imposée au titre des dispositions de cet article est appliquée au sens des prescriptions de l'article XI du GATT de 1994, sauf si elles se fondent sur l'article XX.

- Difficultés de balance des paiements

Les Parties s'efforcent de ne pas imposer de mesures restrictives à des fins de balance des paiements, y compris des mesures liées aux importations.

Lorsqu'une Partie éprouve ou est menacée dans l'immédiat d'éprouver de graves difficultés de balance des paiements, la Partie concernée peut, dans les conditions établies par le GATT de 1994 et

l'OMC, adopter des mesures restrictives, y compris des mesures liées aux importations, qui doivent avoir une durée limitée et ne peuvent aller au-delà de ce qui est nécessaire pour remédier à la situation de la balance des paiements. Ces mesures sont progressivement assouplies au fur et à mesure que la situation de la balance des paiements s'améliore et éliminées lorsque la situation ne justifie plus leur maintien. La Partie concernée informe sans délai l'autre Partie de l'introduction de mesures de cette nature et communique, chaque fois que possible, un calendrier pour leur suppression.

Toutes les mesures prises aux fins de balance des paiements sont appliquées conformément aux dispositions du GATT de 1994 et notamment du Mémorandum d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements.

6. Mesures antidumping et compensatoires

Les Parties ne peuvent prendre des mesures antidumping que conformément aux dispositions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994. L'accord contient des dispositions sur les procédures d'application des mesures de sauvegarde applicables aux mesures antidumping.

7. Subventions et aides publiques

Toute mesure prise conformément aux dispositions de l'accord de libre-échange sur les aides publiques est conforme aux dispositions appropriées de l'OMC. Les Parties garantissent la transparence dans le domaine des aides publiques en se communiquant chaque année le montant total et la répartition des aides accordées et en se fournissant l'une à l'autre des informations sur les programmes d'aide ou sur des cas particuliers. Si une Partie estime qu'une pratique donnée est incompatible avec les dispositions de l'accord, elle peut prendre des mesures appropriées conformément aux dispositions du GATT de 1994 et de l'OMC.

8. Dispositions sectorielles spécifiques

Le présent accord ne contient pas de dispositions sectorielles spécifiques.

Les arrangements pris dans le cadre du présent accord contribuent au développement d'une meilleure intégration des économies des Parties à l'accord sans élever d'obstacles au commerce avec les autres Membres de l'OMC.

9. Autres dispositions

- Coopération entre les administrations douanières

L'accord ne contient pas de dispositions concernant l'aide mutuelle dans le domaine des douanes. L'aide mutuelle dans ce domaine est régie par un accord séparé entre la Slovénie et la Bosnie-Herzégovine.

III. DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD

1. Exceptions et réserves

- Exceptions générales

Le présent accord n'empêche pas les prohibitions ou les restrictions à l'importation, à l'exportation ou au transit de marchandises qui se justifient par des raisons liées à la moralité, à l'ordre ou à la sécurité publics; à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux; à la protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique

ou archéologique; à la protection de la propriété intellectuelle; à la mise en œuvre des règles concernant l'or ou l'argent ou à la conservation des ressources naturelles épuisables, si de telles mesures sont appliquées conjointement à des restrictions à la production ou à la consommation nationales. Toutefois, ces prohibitions ou restrictions ne doivent pas constituer un moyen de discrimination arbitraire, ni une restriction déguisée au commerce entre les Parties.

- Exceptions concernant la sécurité

Aucune disposition du présent accord n'empêche une Partie de prendre toutes mesures qu'elle estime nécessaires en vue d'empêcher la divulgation de renseignements contraires aux intérêts essentiels de sa sécurité; de protéger les intérêts essentiels de sa sécurité, de s'acquitter d'obligations sur le plan international ou de mettre en œuvre des politiques nationales se rapportant au trafic d'armes, de munitions et de matériel de guerre, à condition que ces mesures n'altèrent pas les conditions de concurrence en ce qui concerne les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires, et à tout commerce d'autres articles, matériel et services destinés directement ou indirectement à assurer l'approvisionnement des forces armées; ou se rapportant à la non-prolifération des armes biologiques et chimiques, de l'armement nucléaire ou d'autres engins explosifs nucléaires; ou appliquées en temps de guerre ou en cas de grave tension internationale.

2. Adhésion

Le présent accord ne contient aucune disposition concernant l'adhésion d'aucun autre pays à l'accord.

3. Procédures de règlement des différends

Le présent accord ne contient pas de dispositions spécifiques concernant les procédures de règlement des différends. Selon l'accord, des consultations directes entre les Parties sont le mécanisme de résolution des différends entre elles (par exemple, mesures de sauvegarde).

4. Rapports avec d'autres accords commerciaux

Le présent accord n'établit pas de rapports spécifiques avec d'autres accords commerciaux bilatéraux, plurilatéraux ou multilatéraux.

D'un autre côté, rien dans le présent accord n'empêche les Parties de maintenir ou d'établir des unions douanières, zones de libre-échange ou autres dispositions de commerce frontalier dans la mesure où elles n'affectent pas de manière négative le régime de commerce des Parties et notamment les dispositions concernant les règles d'origine incluses dans le présent accord.

5. Cadre institutionnel

Aucune institution intergouvernementale ou supra-gouvernementale n'est créée pour mettre en œuvre le présent accord.

La mise en œuvre du présent accord est supervisée et administrée par le Comité mixte composé de représentants des Parties. Le Comité mixte se réunit chaque fois qu'il est nécessaire, mais au moins une fois l'an. Le Comité mixte peut prendre des décisions dans les cas prévus par le présent accord. Pour ce qui est des autres questions, il peut formuler des recommandations.

IV. AUTRES DISPOSITIONS

1. Impositions intérieures

Les Parties s'abstiennent d'appliquer sur le plan intérieur toute mesure ou pratique de nature fiscale établissant, directement ou indirectement, une discrimination entre les produits originaires des Parties. On peut donner comme exemple d'impôt direct les impôts sur le revenu ou les impôts sur les sociétés alors que l'impôt sur le chiffre d'affaires ou la taxe sur la valeur ajoutée sont des exemples d'imposition indirecte.

2. Monopoles d'État

Les Parties aménagent progressivement les monopoles d'État présentant un caractère commercial de manière à faire en sorte que, à la fin de la période de transition prévue à l'article premier du présent accord, il n'existe plus aucune discrimination entre les ressortissants des Parties pour ce qui est des conditions d'achat et de commercialisation des marchandises. Ces dispositions s'appliquent également aux monopoles d'État délégués.

3. Paiements

L'accord prévoit que les paiements en monnaies librement convertibles se rapportant au commerce des marchandises entre les Parties et le transfert de ces paiements en direction du territoire de la Partie sur lequel réside le créancier ne sont soumis à aucune restriction. Il contient également un engagement des Parties de s'abstenir d'appliquer des restrictions de change ou des restrictions administratives concernant l'octroi, le remboursement ou l'acceptation des crédits à court et à moyen terme relatifs aux transactions commerciales. Les Parties se réservent néanmoins le droit d'appliquer des restrictions de change concernant l'octroi ou l'acceptation de crédits à court et à moyen terme dans la mesure permise par les Statuts du FMI. Ces restrictions sont appliquées de manière non discriminatoire.

4. Marchés publics

Les Parties considèrent la libéralisation de leurs marchés publics respectifs comme un objectif du présent accord. Les Parties élaborent progressivement leurs règles, conditions et pratiques respectives en matière de marchés publics dans le but d'ouvrir aux fournisseurs de l'autre Partie l'accès aux procédures d'adjudication de leurs marchés publics respectifs.

Les Parties s'efforcent d'accéder aux Accords appropriés au titre du GATT de 1994 et de l'OMC.

5. Protection de la propriété intellectuelle

Chaque Partie accorde et assure, conformément à sa législation nationale, la protection des droits de propriété intellectuelle aux ressortissants, sociétés et institutions de l'autre Partie ainsi qu'à leurs successeurs légitimes aux mêmes conditions qu'elle accorde à ses ressortissants, sociétés et institutions. Ces normes de protection ne sont pas inférieures à celles de la Convention de Berne, de la Convention de Rome et de la Convention de Paris.

6. Clause évolutive

Cette clause prévoit que les Parties peuvent négocier un approfondissement et un élargissement éventuel de la couverture du présent accord.

7. Validité et dénonciation

Le présent accord est conclu pour une durée illimitée. Chacune des Parties au présent accord peut s'en retirer en adressant une notification écrite à cet effet à l'autre Partie. En pareil cas, le présent accord devient caduc le premier jour du septième mois suivant la date à laquelle la notification est parvenue à l'autre Partie.

En cas de dénonciation du présent accord par l'une des Parties pour cause d'adhésion à l'UE, l'accord prend fin le jour précédant la date d'adhésion de la Partie concernée à l'UE. Dans ce cas, l'accord est dénoncé au moins six mois avant la date d'adhésion de la Partie concernée à l'UE. L'autre Partie renonce alors à toute compensation vis-à-vis de l'UE élargie ou vis-à-vis de la Partie dénonçant le présent accord.

ANNEXE 1

Récapitulatif de la structure de l'accord

Préambule	
Objectifs	Article 1
CHAPITRE I – Couverture des produits	
Champ d'application	Article 2
Droits de base	Article 3
Droits de douane à l'importation, taxes d'effet équivalent et droits à l'importation à caractère fiscal	Article 4
Droits de douane à l'exportation, taxes d'effet équivalent et droits à l'exportation à caractère fiscal	Article 5
Restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent	Article 6
Élimination des obstacles techniques au commerce	Article 7
Politique agricole	Article 8
Mesures de sauvegarde spécifiques	Article 9
Mesures sanitaires et phytosanitaires	Article 10
CHAPITRE II – Dispositions générales	
Règles d'origine et coopération en matière d'administration douanière	Article 11 et Protocole 1
Impositions intérieures	Article 12
Exceptions générales	Article 13
Exceptions concernant la sécurité	Article 14
Monopoles d'État	Article 15
Paievements	Article 16
Règles de concurrence entre entreprises	Article 17
Aides publiques	Article 18
Marchés publics	Article 19
Protection de la propriété intellectuelle	Article 20
Dumping	Article 21
Mesures de sauvegarde générales	Article 22
Ajustement structurel	Article 23
Réexportation et pénurie grave	Article 24
Exécution des obligations	Article 25
Procédure d'application des mesures de sauvegarde	Article 26
Difficultés de la balance des paiements	Article 27
Clause évolutive	Article 28
Comité mixte	Article 29
Procédures du comité mixte	Article 30
Services et investissement	Article 31
Unions douanières, zones de libre-échange et commerce frontalier	Article 32
Annexes, protocoles et modifications	Article 33
Entrée en vigueur	Article 34
Application provisoire	Article 35
Validité et dénonciation	Article 36

ANNEXE 2

Commerce de la Slovénie avec la Bosnie-Herzégovine (en milliers de dollars EU)

	2000	2001	Indice	Part	
			2001/2000	2000	2001
IMPORTATIONS	57 980	62 413	107,6	100	100
Produits industriels (chapitres 25-97 du SH)	55 876	60 453	108,2	96,4	96,9
Produits agricoles (chapitres 1-24 du SH)	2 103	1 960	93,2	3,6	3,1
EXPORTATIONS	374 150	397 399	106,2	100	100
Produits industriels (chapitres 25-97 du SH)	289 214	298 088	103,1	77,3	75,0
Produits agricoles (chapitres 1-24 du SH)	84 935	99 310	116,9	22,7	25,0

Source: Office statistique de la République de Slovénie

Commerce de la Bosnie-Herzégovine avec la Slovénie (en milliers de dollars EU)

	2000*	2001**	Indice
			2001/2000
IMPORTATIONS	427	411	96
EXPORTATIONS	52	78	150

Source: * FMI – Statistiques du commerce 2001

** Agence de statistique de la Fédération de Bosnie-Herzégovine et
Administration des douanes de la République de Srpska

Commerce de la Slovénie avec la Bosnie-Herzégovine (en milliers de dollars EU)

Chapitre du SH	Total des importations		Total des exportations	
	2000	2001	2000	2001
01	0	0	19	98
02	0	0	1 808	3 071
03	2	0	342	266
04	154	224	16 105	20 033
05	0	0	38	30
06	0	5	109	14
07	280	576	389	415
08	641	484	1 322	1 544
09	41	2	325	234
10	24	8	377	417
11	0	0	790	602
12	166	158	964	1 020
13	0	0	55	34
14	0	0	3	1

Chapitre du SH	Total des importations		Total des exportations	
	2000	2001	2000	2001
15	0	0	1 792	2 637
16	0	0	13 503	13 343
17	7	4	1 042	1 030
18	99	1	545	680
19	45	11	1 171	1 139
20	121	141	2 428	2 272
21	14	34	4 306	5 647
22	90	86	35 838	42 200
23	0	0	1 114	1 449
24	418	225	553	1 134
25	320	450	565	338
26	26	21	9	7
27	2 577	851	9 104	6 245
28	639	586	3 039	3 388
29	197	152	505	476
30	145	109	13 167	15 160
31	4	29	87	129
32	30	20	13 079	13 656
33	65	6	10 331	9 793
34	13	88	3 539	4 165
35	3	0	1 399	1 610
36	1	0	953	812
37	0	1	1 179	998
38	56	148	2 895	3 004
39	419	331	16 398	18 106
40	121	189	8 641	9 011
41	9 741	9 189	1 852	4 231
42	1 201	2 650	337	3 338
43	28	63	7	109
44	11 796	13 149	9 685	9 405
45	0	0	10	7
46	58	67	3	17
47	125	239	864	682
48	1 386	1 049	17 707	25 546
49	56	19	774	633
50	0	0	50	31
51	18	0	587	941
52	30	4	1 482	1 559
53	0	0	48	29
54	46	25	1 595	2 310
55	44	6	2 783	1 516
56	2	1	644	689
57	23	2	357	260
58	16	11	809	751
59	9	1	6 200	10 961
60	13	0	377	550
61	895	1 219	2 037	2 208
62	5 802	6 902	3 656	3 572
63	292	188	593	559
64	5 334	7 420	6 920	7 779
65	2	4	63	74
66	1	10	92	70

Chapitre du SH	Total des importations		Total des exportations	
	2000	2001	2000	2001
67	0	0	1	1
68	280	738	5 158	4 519
69	81	74	2 787	2 920
70	46	32	1 901	2 318
71	10	5	503	495
72	3 625	1 310	5 025	5 367
73	2 350	1 821	11 168	9 119
74	866	852	684	801
75	0	0	34	35
76	568	1 200	6 934	6 346
78	16	21	32	40
79	35	83	141	153
80	5	0	15	15
81	0	0	9	1
82	267	272	2 443	2 436
83	11	4	4 452	5 090
84	2 211	3 268	44 723	40 508
85	604	927	31 140	28 537
86	0	6	88	110
87	817	1 336	6 626	6 286
88	0	0	0	0
89	0	0	39	125
90	12	32	4 937	4 288
91	0	3	731	936
92	4	0	14	41
93	0	23	17	20
94	2 497	3 210	13 879	11 440
95	10	17	462	326
96	10	2	820	1 046
97	18	22	27	42
TOTAL	57 980	62 413	374 150	397 399

ANNEXE 3

Donnés de base pour 2001

	Slovénie	Bosnie- Herzégovine
Population	1 992 035	3 700 000*
PIB (en millions de dollars EU)	18 122**	4 400
PIB par habitant (en dollars des EU)	9 105*	1 025
Superficie (en km ²)	20 273	51 209
Importations (en millions de dollars EU)	10 144,5***	2 800
Exportations (en millions de dollars EU)	9 251,7***	1 000
Balance commerciale (en millions de dollars EU)	-892,8***	-1 800

* Estimations de l'USAID 1999

** Données disponibles uniquement pour 2000

*** Données provisoires

Source pour la Slovénie: Bulletin mensuel de la Banque de Slovénie, décembre 2001, Office statistique de la République de Slovénie.

Source pour la Bosnie-Herzégovine: USAID (Agence des États-Unis pour le développement international).